

Mouvement ouvrier et République. Un aperçu de 1830 à nos jours

De nos jours le terme de République est énormément banalisé. Quel sens a-t-il quand on l'applique à la France ? D'abord que le régime politique de la France n'est pas une monarchie comme c'est le cas en Espagne ou en Angleterre, que ce n'est pas non plus une dictature, c'est-à-dire que c'est un régime constitutionnel à base populaire avec des lois qui s'appliquent à tous et nos gouvernants parlent fréquemment des « lois de la République » qu'il faut respecter ou de l'« ordre républicain », ce qui sous-entend aussi : nous avons été régulièrement élus et vous devez vous plier aux lois que nous faisons. Ce qui contribue aussi à banaliser le sens du mot République, c'est qu'un très grand nombre d'États du monde sont des républiques mais avec des régimes très différents ; république populaire de Chine, république islamique d'Iran, république fédérale d'Allemagne etc. De ce fait, la notion de République est devenue familière, banale même pour les Français et on n' imagine pas que puisse être substitué au régime actuel, un autre régime politique que la République, même si on n'exclut pas qu'on puisse modifier les institutions pour les rendre plus démocratiques par exemple. Pourtant, cette banalisation n'a pas toujours existé, en particulier en France parce que la France a été le 1er pays en Europe (à l'exception de la Suisse qui est un cas à part) à avoir un régime républicain, d'abord au cours de la Révolution française, puis au XIX^e siècle (entre 1848 et 1852, puis à partir de 1870) et elle a été très isolée à cet égard en Europe jusqu'en 1914. En Espagne, la République n'a existé très fugitivement que de 1873 à 1874. Et dans le monde, évidemment, il y a les États-Unis dès l'origine, mais la République américaine se définit d'abord par son indépendance à l'égard de l'Angleterre plus que par le caractère républicain de ses institutions. Le président y est président des États-Unis, pas de la République. La Chine ne devient république qu'en 1911. Donc au moins jusqu'en 1914, il y a une forte spécificité française à cet égard. En France, la République a été un enjeu pour lequel on a combattu, souffert le cas échéant. Elle mobilise des sentiments, des passions, elle a des adversaires acharnés. Le mouvement ouvrier, dès ses débuts, baigne dans cette tradition républicaine et cela crée une situation particulière à la France, par rapport aux autres pays européens. Les rapports entre le mouvement ouvrier et le mouvement politique républicain et son idéologie ou le régime républicain peuvent être de nature très diverse. Cela dépend des forces et du degré d'organisation du mouvement ouvrier, du fait que la République est un régime à conquérir ou bien déjà en place, du contenu social de cette République, et aussi de plusieurs autres éléments, le rapport du mouvement ouvrier à la nation, son rapport aussi avec le ou les mouvements socialistes et enfin du contexte international. Donc ce rapport du mouvement ouvrier à la République

est complexe et il est aussi évolutif. On peut à cet égard distinguer quelques grandes phases

I. De 1830 à 1870 : quelle coopération ?

Le caractère dominant de cette première période, c'est qu'elle voit la croissance parallèle d'un mouvement ouvrier organisé et d'un mouvement républicain, et donc le problème principal c'est celui de leur coopération éventuelle. En 1830 en effet une révolution parisienne à laquelle les ouvriers ont contribué met fin au régime de la Restauration. Si les républicains qui ont fait la révolution sont frustrés de leur victoire au profit de Louis Philippe d'Orléans qui accède au trône (la Monarchie de juillet), malgré tout, la révolution relance durablement le mouvement républicain jusque là très faible. Et d'autre part et de façon tout à fait indépendante, la révolte de canuts lyonnais en 1831 mouvement uniquement revendicatif, non politique constitue la première affirmation de masse d'un mouvement ouvrier en France, et est un signal d'alarme pour la bourgeoisie même si elle en a triomphé. Enfin 1830 est aussi le moment à partir duquel se propagent des doctrines socialistes ou communistes, fouriéristes, saint simoniennes, cabétistes, néo-babouvistes etc.

Comment une rencontre est-elle possible entre ces trois éléments ? et jusqu'où la coopération est-elle possible ?

Examinons d'abord l'idéologie. Qu'est-ce qui, dans l'idéologie républicaine de l'époque peut intéresser les ouvriers ? Plusieurs idées forces. D'abord, l'idée que la République est un régime à très large base démocratique, garantissant l'égalité civile et politique des individus, assurant un large exercice des libertés, de presse, d'association, de réunion, un régime populaire. Ces idées peuvent être attractives pour les ouvriers qui ne bénéficient pas à l'époque de ces libertés

Une deuxième idée force des républicains, c'est que si on appelle l'ensemble des hommes adultes à la vie politique, il faut développer de façon massive l'instruction et une instruction diffusant les valeurs de la République. Sinon le risque de dévoiement du régime républicain sera très grand. Et cette idée peut être populaire chez les ouvriers qui cependant y ajoutent la demande d'une instruction professionnelle, plus adaptée à leurs besoins

Une troisième idée force développée par ex par Robespierre à l'époque de la Révolution, c'est que s'il y a trop d'inégalité dans la société, un régime républicain ne peut pas fonctionner correctement. Il ne peut pas y avoir de véritable égalité politique s'il y a de trop grandes inégalités sociales. Et donc la République doit agir pour diminuer cette inégalité. Certes cette action est envisagée de façon différente selon les courants républicains, certains estimant que les libertés politiques et l'instruction suffisent d'autres préconisant par ex un soutien aux associations ouvrières, une politique de crédit à bon marché, l'allègement des impôts sur les produits de consommation etc..

Ouvrons le *Nouveau catéchisme républicain* de *La Glaneuse*, organe populaire de Lyon, publié en 1833. Il propose dans sa conclusion un programme qui, au fond, constituera jusqu'à la fin de la seconde République le pacte d'alliance entre les républicains les plus avancés et les ouvriers les plus conscients : « faire cesser graduellement l'abus de la rétribution prélevée par l'oisiveté et par l'exploitation de l'homme par l'homme » « faire passer peu à peu, par la puissance des associations, les instruments de travail entre les mains de ceux qui

les emploient » .. « *délivrer les travailleurs pauvres de la plus grande partie des impôts qui les accablent* », « *les admettre à une représentation complète dans l'ordre politique qui leur permette de discuter eux-mêmes de leurs intérêts* », « *organiser*⁴ », encourager le travail par diverses mesures et enfin « *organiser un bon système de crédit* » qui permette au travailleur de fonder sa propre entreprise et d'acquiescer ainsi son indépendance économique.⁵ Les rédacteurs de *La Glaneuse* expriment la conviction que ce programme ne peut être accompli que par un gouvernement républicain.

Bien entendu dans les conditions de l'époque, l'application du programme républicain nécessite une révolution politique. Les républicains sont des révolutionnaires. J'ajoute que les républicains sont « patriotes », très attachés à la grandeur de la France, et ce patriotisme républicain imprègne nombre d'ouvriers

Y a-t-il aussi des limites à cette coopération possible ? Oui car qui dit mouvement ouvrier dit constitution sur une base de classe. Or cette idée de classe est étrangère à la pensée républicaine. La société telle que l'envisagent les républicains est une société d'individus, libres et égaux entre eux, certes, mais d'individus. Et là on a un point d'achoppement très important, mais entre 1830 et 1848, on n'en est pas encore là du côté du mouvement ouvrier et les revendications ouvrières visent encore surtout à faire reconnaître la valeur du travail, à obtenir une juste rémunération

Enfin quel rapport à l'époque entre mouvement ouvrier et socialisme ? Les doctrines socialistes diverses qui fleurissent à partir de 1830 mettent en cause non l'organisation politique de la société comme les républicains, mais l'organisation économique de la production et ses conséquences sociales, c'est-à-dire à la fois l'anarchie, le gaspillage, la misère du grand nombre, mais ces doctrines, à l'exception des communistes néobabouvistes, n'envisagent pas de révolution politique. Pour la plupart, elles imaginent l'avènement d'une autre organisation sociale par la diffusion progressive de petites unités de production autonomes de type coopératif.

Cependant, dans les années 1840, une idée se répand qui peut faire l'unité des républicains, des socialistes et des ouvriers, c'est celle de l'organisation du travail (d'après une brochure de Louis Blanc publiée en 1839). L'Etat doit par des prêts à faible intérêt favoriser la création d'associations ouvrières qui soustrairont les ouvriers à l'exploitation capitaliste. Evidemment seul un Etat voulant le bien du peuple donc républicain peut mettre en oeuvre ce type de mesure.

Cette situation de départ se modifie entre 1830 et 1870 d'abord à cause de la révolution de 1848, puis par suite de l'évolution respective du mouvement ouvrier et du mouvement républicain pendant le second Empire

Qu'apporte la révolution de février 1848 ? D'abord la première réapparition de la république depuis la Révolution française, une conquête qui est due à la lutte des ouvriers parisiens. Ensuite un changement important des conditions de la vie politique puisque le suffrage universel masculin est instauré et, malgré des tentatives pour revenir en arrière sera maintenu. Donc les ouvriers deviennent des citoyens. Enfin pendant quelques mois car cela ne durera pas une complète liberté de presse de réunion d'association et quelques mesures sociales comme la diminution de la journée de travail. Mais cette première expérience républicaine montre aussi aux ouvriers les limites de la république. Le suffrage

universel noie les votes du monde ouvrier encore très minoritaire dans l'immense marée des votes paysans, et un premier conflit de grande ampleur à Paris entre l'Assemblée et les ouvriers parisiens a lieu dès juin 1848 à propos de la dissolution des ateliers nationaux créés après la révolution pour remédier au chômage. Et ceci nourrit deux types de réaction dans le monde ouvrier. La première c'est que le suffrage universel n'est pas une panacée, que la république ne suffit pas, qu'il faut lui donner un contenu progressiste, qu'il faut une république démocratique et sociale, une « vraie république » donc que les ouvriers s'unissent aux républicains les plus avancés aux démocrates socialistes pour tenter d'imposer cette république. Ce courant qui se dessine à la fin de 1848 et en 1849 a un réel succès de masse dans les milieux populaires ouvriers mais aussi paysans. Le programme démocrate socialiste pour les élections de mai 1849 comprend de ce point de vue un certain nombre de mesures fortes : nationalisation des secteurs les plus concentrés de l'économie, mines chemins de fer canaux, grands travaux liberté d'association, organisation du crédit diminution des impôts frappant les travailleurs. Le deuxième type de réaction que représente un homme comme Proudhon, c'est de dire que les révolutions politiques sont une illusion, qu'il faut autre chose pour transformer le sort des travailleurs, une organisation mutualiste, coopérative de la production. Et l'on voit donc se dessiner à ce moment là deux tendances qui seront durables dans le mouvement ouvrier.

Comment les choses évoluent elles ensuite entre 1851 et 1870 ? Du côté des républicains d'abord. Le coup d'Etat napoléonien anéantit la république et les libertés qui demeuraient mais le suffrage universel est maintenu. Le parti républicain se reforme lentement et devient progressivement le principal opposant au Second Empire, ce qui lui vaut des sympathies ouvrières, mais les républicains dans leur majorité insistent désormais beaucoup plus sur la reconquête des libertés que sur l'orientation sociale, à la fois parce qu'ils ne veulent pas effrayer la bourgeoisie et aussi parce que le monde ouvrier monte en puissance du fait du développement du capitalisme et que sa croissance en nombre et en maturité les inquiète. En 1869, Gambetta, candidat républicain à Belleville, a accepté le « cahier » de ses électeurs qui rassemble les revendications démocratiques et sociales les plus populaires parmi les milieux ouvriers parisiens. Mais elles portent surtout sur des réformes politiques plus que sociales.

Du côté des ouvriers, on assiste à une montée en puissance qui se traduit à tous les niveaux, en organisation avec la constitution de chambres syndicales à la fin du Second Empire, en action par la grève (dépénalisée en 1864), en conscience sociale avec la création de la 1^{ère} Internationale (1864) qui déclare que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, donc qui adopte un point de vue de classe, et le socialisme lui même évolue avec la pénétration encore faible cependant du marxisme. Donc le poids spécifique de la classe ouvrière augmente. Les républicains voudraient garder la clientèle ouvrière, mais sans faire trop de concessions sur le plan social. Les ouvriers se posent la question : faut-il passer nécessairement par la République pour opérer un changement social radical ? Les avis sont partagés. Les proudhoniens (Proudhon est mort en 1865) répondraient non, mais un militant comme Varlin, futur communard, après hésitation dit oui. E. Varlin est très conscient que la révolution espérée ne peut se limiter à « un simple changement d'étiquette gouvernementale et à quelques réformes de détail ». Elle doit

« changer la base des relations économiques » .Varlin imagine une société de producteurs associés dont les cellules de base seraient les sociétés ouvrières.¹³ C'est dire que la vraie République est moins liée à une forme politique qu'à un contenu économique et social .Mais la première étape vers cet objectif ne doit-elle pas être le renversement de l'Empire, pour lequel l'alliance avec les républicains apparaît incontournable ?

On en est donc là à la veille du 4 septembre 1870

II. 1870- 1914 : mouvement ouvrier et République dans une République

C'est une période nouvelle qui s'ouvre avec le renversement de l'Empire. La République est désormais le régime légal de la France, mais un régime lentement stabilisé et qui ne trouvera guère son régime de croisière qu'au début des années 1880. Ce qui triomphe à cette date, c'est une république démocratique certes, mais bourgeoise. La Commune de Paris en 1871 a donné fugitivement et au seul plan parisien, une image encore floue de ce que pourrait être une République sociale¹⁵. Même si la répression sanglante de la Commune de Paris ne peut être mise sans réserve à l'actif de la République puisqu'en 1871, c'est une assemblée à majorité monarchiste qui l'a dirigée, il est certain que cet épisode tragique a dissipé des illusions sur le régime républicain et il figure dans la mémoire ouvrière comme un avertissement de grande ampleur. Le développement du mouvement ouvrier dans les années suivantes s'inscrit dans la continuité du Second Empire, avec l'émergence d'un mouvement syndical désormais organisé à l'échelle nationale dans des fédérations nationales de syndicats ou de bourses du travail puis dans la CGT en 1895, la continuité d'un dynamisme ouvrier qu'incarnent les grèves. Mais la situation est nouvelle pour deux raisons. Le régime républicain se consolide et il réalise un certain nombre de réformes promises, liberté de la presse et de réunion, large tolérance pour les associations (sauf Internationales), laïcité de l'École, loi sur les syndicats de 1884, suppression du livret ouvrier, plus tard la loi sur le travail des enfants et l'inspection du travail, loi sur la mutualité de 1898, , mais évidemment il ne va pas plus loin sur le plan social .A l'aile gauche des républicains, les radicaux proposent la création de caisses de retraites pour les vieillards et les invalides du travail, la responsabilité des patrons en matière d'accident, la réduction légale de la journée de travail à 10 h, l'extension des attributions des prud'hommes, la suppression des octrois etc. Donc les républicains conservent une certaine attractivité pour les ouvriers, mais leur politique exclut tout changement profond du système social et en cas d'affrontement avec les forces de l'ordre, la réaction gouvernementale est dure ; la fusillade de Fourmies (Nord) le 1^{er} mai 1891 (9 morts et 22 blessés) en est le symbole.

L'autre fait nouveau c'est la création progressive, à partir de 1879 de partis socialistes, d'abord divisés et qui se réuniront dans la SFIO en 1905. Le parti socialiste se définit comme un parti de lutte de classe et de révolution, sans exclure pourtant la possibilité de réformes dans le cadre du système actuel. L'objectif est donc de parvenir à une république sociale, « la Sociale », soit par la voie électorale (ce sera l'option d'un Jaurès), soit par un mouvement révolutionnaire. Donc pour le mouvement ouvrier, la question est de savoir s'il faut travailler de concert avec les forces socialistes pour aller vers cette république sociale ou adopter une voie complètement indépendante. L'originalité du mouvement ouvrier français du moins de ses dirigeants, par

rapport par ex au travaillisme anglais ou à la social-démocratie allemande est de choisir une voie complètement indépendante. Et c'est dans le proudhonisme et dans le syndicalisme révolutionnaire d'inspiration anarchiste, que le mouvement ouvrier puise un corps de doctrine. Tant par les moyens d'action, la grève qui pourrait un jour devenir générale et ainsi révolutionnaire, la contestation de la pratique électorale jugée mystificatrice, que par les objectifs, une société de producteurs associés, le syndicat devenant en somme l'association élémentaire de production cette fraction du mouvement ouvrier se situe en dehors de la République institutionnelle et même d'une république sociale telle que la voient les socialistes. La charte d'Amiens, motion du congrès de la CGT en 1906, trace une nette ligne de séparation entre l'action ouvrière et l'action socialiste. Le conflit est patent entre les valeurs républicaines et même certaines valeurs socialistes et celles que défend alors le syndicalisme révolutionnaire. Les républicains et aussi une large fraction des socialistes, Jaurès le premier, récuse la critique acerbe de la démocratie représentative, le mépris du suffrage universel, l'insistance sur le rôle décisif des minorités actives, l'antipatriotisme, thèmes courants dans la propagande syndicale.

Pourtant, il est vraisemblable que même parmi les ouvriers qui vilipendaient les leaders socialistes ou radicaux, il s'en trouvait un grand nombre qui votaient pour eux aux élections, contre la réaction, par anticléricalisme parfois et aussi par souci du moindre mal, manifestant ainsi un certain dédoublement de personnalité qui n'est pas si rare en politique. Malgré tout, les durs conflits qui opposent à partir de 1900 le mouvement ouvrier aux gouvernements républicains¹⁷ sont de nature à durcir l'opposition du mouvement ouvrier aux pratiques de la République bourgeoise. Du fait de sa politique répressive face aux grèves du début des années 1900, celle-ci paraît fermée à une vraie évolution.

Fait nouveau à la veille de la guerre de 1914, on voit se rapprocher de la crainte de la guerre et les efforts de Jaurès y contribuent- le mouvement syndical et mouvement socialiste. Alors que la CGT accroît ses effectifs, le parti socialiste unifié en 1905 est également devenu une importante force politique nationale disposant d'une centaine de députés à la Chambre

III . De 1914 à la veille de la deuxième guerre mondiale. Une époque de mutations accélérées dans le rapport entre le mouvement ouvrier et la République¹⁸.

La guerre de 1914-1918, la révolution soviétique et plus tard la menace fasciste, l'évolution du syndicalisme lui-même engendrent une série de bouleversements dans la conception des rapports du mouvement ouvrier à la République. Un premier ralliement s'opère en 1914, quand à la suite de l'assassinat de Jaurès, la CGT avec Léon Jouhaux et la SFIO adhèrent à la défense nationale. Un des thèmes majeurs de celle-ci sera que la lutte oppose les pays démocratiques France et Angleterre aux monarchies autoritaires d'Europe centrale (argument qui fait bon marché de l'engagement russe dans le conflit). Ce ralliement montre l'influence longtemps sous-estimée du patriotisme républicain parmi les dirigeants du mouvement ouvrier. C'est une rupture radicale, plus tard jugée comme une trahison, avec les positions antérieures. En revanche, la révolution russe d'octobre novembre 1917 ranime l'espérance de la République sociale, même si une fraction des anciens syndicalistes révolutionnaires conteste qu'elle

correspondre à ce modèle. Le résultat est un reclassement général et la division du syndicalisme et du socialisme à partir de 1920 entre deux partis et deux confédérations. Contrairement à l'avant-guerre, on assiste dans chaque tendance à une certaine osmose entre partis et syndicats. Pour le courant socialiste et cégétiste, même si le corps doctrinal n'est pas fondamentalement modifié, c'est de fait par une transformation progressive de la République bourgeoise grâce à de larges nationalisations (thème qui devient prépondérant), à un renforcement du rôle des syndicats dans le fonctionnement des entreprises et dans la vie sociale en général que s'opérera le passage vers une République sociale. Le courant CGTU et communiste dans sa diversité envisage au contraire un passage révolutionnaire à l'image de la Révolution soviétique, qui sert désormais de modèle pour la mise en œuvre d'une nouvelle République (une république des soviets paysans et ouvriers). La division du syndicalisme se renforce encore avec l'apparition à l'échelle nationale d'un syndicalisme chrétien (la CFTC en 1919) rallié à la République, acceptant l'idée de la collaboration des classes, mais considéré cependant avec méfiance par les républicains, les socialistes et les syndicalistes laïques, tant à cause de son positionnement social que de son caractère clérical. Si cette division du mouvement ouvrier vis-à-vis de la République n'est pas vraiment nouvelle, elle apparaît plus accusée, d'abord parce que la révolution soviétique a donné un corps précis à l'idée de République sociale, ensuite parce que la division oppose désormais non pas un syndicat d'une part et un parti socialiste de l'autre, mais deux tendances organisées à la fois en parti et en syndicat, et aussi que le mouvement syndical s'est davantage fragmenté.

C'est la montée des fascismes et leur traduction en France par l'émeute du 6 février qui va une nouvelle fois changer la donne.¹⁹ La défense de la République alors n'est pas seulement celle d'un régime politique dont beaucoup continuent à critiquer les défauts, mais celle des libertés fondamentales dont font partie celles de l'organisation, de l'expression et de l'action syndicales conquises par une longue lutte. Cette défense commune permet la réunification syndicale de 1935, et aussi la participation de la CGT en tant que telle au rassemblement populaire préparatoire aux élections de 1936.²⁰ Il s'agit à cet égard d'une grande nouveauté qui montre combien la réticence vis-à-vis de l'action politique a reculé en milieu syndical. Il est vrai aussi que la CGT forte de centaines de milliers d'adhérents nouveaux constitue désormais une force incontournable dont le patronat reconnaîtra de fait la puissance à l'occasion des grèves de 1936. Cependant la CFTC quant à elle n'adhère pas au Front populaire dont elle dénonce au contraire les orientations. Même si dans le grand mouvement de grève de 1936, une volonté révolutionnaire s'exprime parfois avec le slogan « les soviets partout », les revendications qui sont satisfaites aux accords Matignon sont essentiellement corporatives. Ce succès est néanmoins très important car il semble prouver que dans le cadre de la République parlementaire, en associant la victoire sur le plan politique d'une majorité de gauche et un puissant mouvement social, il est possible d'obtenir d'importantes satisfactions pour les travailleurs, et ceci ne peut que consolider le régime. Sans doute une minorité considérera qu'une occasion révolutionnaire a été manquée. En outre, les déceptions viendront assez vite avec la répression sévère de la grève de novembre 1938 contre les décrets-lois Daladier-Reynaud qui remettent en cause certains acquis du Front populaire. Malgré tout, le modèle du Front populaire demeure présent dans la mémoire ouvrière et la large union

antifasciste et démocratique constituée alors s'élargira encore plus tard pendant la guerre dans la résistance avec la perspective cette fois d'un véritable renouveau républicain et d'une république à vocation sociale, perspective qu'incarnera le programme du CNR en 1944, perspective qui n'entrera que très incomplètement en vigueur avec la IV République.

IV .De 1945 à nos jours, quelques remarques sur l'évolution depuis cette date, qui ne sont qu'une simple approche soumise à la discussion

La situation a énormément changé à la fois par suite de l'évolution de l'économie, du monde du travail lui-même des forces syndicales, de la situation internationale.

1) Les valeurs fondamentales qu'incarnait l'idée républicaine font maintenant partie du domaine commun et ce n'est que lorsqu'elles apparaissent menacées que la nécessité de les réaffirmer, de les défendre, suscite une action collective (par ex, lors de l'élection présidentielle de 2002, avec la présence de Le Pen au second tour). En revanche elles peuvent être minées par des décisions politiques, inspirées par le libéralisme dans tous les domaines, instruction, santé, protection sociale, information etc. La République actuelle n'incarne pas les principes républicains originels. Au contraire, actuellement les références à la République émanent de la droite, pour faire obstacle à l'action de masse, à l'action syndicale et ceci peut expliquer que la République n'ait sans doute plus dans le monde du travail la même valeur attractive.

2) L'idéal d'une république sociale est resté vivace assez longtemps. Les réformes sociales de la Libération ont contribué à l'entretenir ainsi que les progrès de ce qu'on appelait le monde socialiste à l'échelle internationale, et aussi le puissant mouvement social de 1968. Mais sans avoir disparu, il s'est affaibli. Il a été miné par le virage conservateur de la République à partir de 1958, et qui s'est accentué encore de nos jours, il a été miné aussi par l'échec relatif de l'expérience du gouvernement de la gauche après 1981, puis par la crise et la décomposition du monde socialiste à partir de 1990. Malgré tout, et le capitalisme, sous sa forme contemporaine, et l'Etat en France tel qu'il fonctionne aujourd'hui suscitent énormément de critiques et d'insatisfactions. Le problème c'est donc plutôt de définir une alternative crédible, à la situation actuelle, d'envisager les moyens d'y parvenir et aussi de savoir si cette alternative peut s'inscrire dans les formes politiques actuelles de la République ou non.

3) Quant au syndicalisme, dans sa fragmentation de plus en plus marquée, il a affirmé à nouveau son indépendance vis-à-vis des diverses forces politiques de gauche qui disent d'ailleurs militer tout autant pour une autre société, plus que pour une autre République. Donc si le syndicalisme ne se présente pas comme un acteur de la transformation politique de la société, il ne peut exclure des convergences, une coopération éventuelle avec les forces politiques qui se proposent ces objectifs. En tant que défenseur des libertés fondamentales et des acquis sociaux, il fait évidemment partie des forces qui s'inscrivent dans ce qu'on pourrait appeler un arc républicain.

Conclusion

Entre le mouvement ouvrier et la République, il y a bien eu pendant un siècle et demi, un dialogue permanent, mais conflictuel. L'idée de République portait en son fond des aspirations sociales que pouvait épouser le mouvement ouvrier dès son origine, celle du « bonheur commun » affirmé dès l'époque de la Révolution. Dans le mouvement ouvrier, lorsqu'il prit de la force, émergea l'idée que ces aspirations ne pouvaient être satisfaites qu'à deux conditions : que la classe ouvrière devienne dans la nation une force sociale autonome et suffisamment influente ; que l'organisation de la production soit complètement modifiée. Ce changement pouvait-il s'inscrire dans la forme républicaine fondée sur le suffrage universel, voire parlementaire et représentative, obtenue à la suite d'une longue lutte qui avait mobilisé les masses ouvrières ? Sur ce point, le mouvement ouvrier divergea dans ses options. Une fraction active certes mais sans doute minoritaire pensait pouvoir se passer d'un Etat et établir une société de producteurs associés. C'était à la limite faire disparaître l'idée même d'un Etat républicain. La grève générale, idée séduisante parce que simple, serait le moyen de la conquête du pouvoir. Un autre courant imaginait plutôt un Etat républicain aux mains des travailleurs, que ce fut grâce à une véritable révolution ou par l'investissement progressif de la république bourgeoise par les forces socialistes et syndicales, un Etat dont le poids s'exercerait désormais en faveur des travailleurs et non plus de la bourgeoisie. Sur les détails de cette nouvelle société, les phases de transition, le maintien des anciennes formes politiques ou leur transformation, les avis pouvaient naturellement diverger. Une autre question se posa, celle de la coopération entre le syndicalisme et les forces politiques qui se proposaient un idéal identique ou du moins proche de celui du mouvement ouvrier, les divers socialismes. Les hasards de l'histoire firent apparaître successivement plusieurs formes de rapport, la séparation absolue, une certaine symbiose, une coopération conditionnelle. Ces tâtonnements se sont prolongés au-delà de la seconde guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui.